

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.00.99.83 / 94.95.75.33
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD'HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

6^{ème} année:

N°301 DU MERCREDI
25 JUILLET 2018

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

La Renaissance, dans les souffrances d'absence de confiance entre alliés



**Le journal « Le Monde D'Aujourd'hui » va-t-il être fermé
pour dénonciation de la malgouvernance au Niger ?**

Lancement des activités du Front démocratique et républicain (FDR)

La nouvelle opposition sur le pied de guerre?

Libération des leaders de la société civile

**Vont-ils poursuivre la lutte ou faire
comme Seïni Oumarou et le Mnsd ?**

Le verdict du procès des leaders de la société civile nigérienne est finalement tombé, ce mardi 24 juillet 2018. Trois mois avec sursis ont été requis contre Nouhou Arzika, Ali Idrissa, Moussa Tchangari et certains de leurs collègues. Et si d'autres ont écopé de peines plus privatives, il reste que ce verdict, attendu avec anxiété par de très nombreux acteurs de la société civile, au Niger, mais aussi à l'extérieur, a été plutôt une gifle retentissante pour le régime qui a nourri, sans s'en cacher, l'espoir de les garder en prison aussi longtemps que possible. Aujourd'hui libres, Nouhou Arzika, Ali Idrissa, Moussa Tchangari, pour ne citer que ceux-là, sont face à leur destin...

lire page 3

Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”,

En fermant ces médias mal-pensants, vous assassinez la démocratie, vous atrophiez l'espace public, mais vous n'arriverez sans doute jamais à asphyxier la liberté d'expression et de presse.

J'ai appris que vous êtes parti au Nigeria, officiellement pour une visite d'amitié et de travail. Je pensais que vous y resterez jusqu'à l'inauguration du métro nigérian, prévue le 26 juillet prochain. À ma grande surprise, vous êtes parti le lundi 23 juillet, en fin d'après-midi, pour revenir presque aussitôt, à Niamey puisque vous êtes rentré le lendemain, mardi. Et comme vous êtes rentré en début d'après-midi, je me suis demandé si votre visite d'amitié et de travail a pu s'achever normalement. Je l'ai trouvée éclair pour une visite d'amitié et de travail n'ai pas pu m'empêcher de faire le rapprochement entre la qualité de l'accueil qui vous a été réservé, à votre arrivée à Abuja, et votre retour qui m'a paru précipité. J'ai constaté et là, ça n'a pas paru du tout élégant que le Président Buhari envoie son ministre des Affaires étrangères vous accueillir. Même pas son Vice-président ! J'ai été choqué, en tant que Nigérian, de constater qu'ici aussi, juste à nos portes, que l'on puisse nous infliger des traitements que nous considérons en général comme néocolonialistes lorsque c'est vécu en Occident. Bref, je n'ai pas apprécié que vous ayez été accueilli par un ministre, ici, au Nigeria. J'en ai été d'autant plus choqué que, dans les heures qui suivaient, vous aviez, avec votre hôte, une rencontre des plus importantes. Le degré de l'accueil tranche nettement avec l'objet de votre déplacement.

Monsieur le “Président”,

Depuis quelque temps, votre gouvernement a lancé les services des impôts aux troupes des médias mal-pensants. L'objectif, tout le monde l'a compris, est d'étouffer les médias qui dérangent. La télévision Saraounia a été la première à être fermée pour une trentaine de millions. Mais elle a été rouverte presque aussitôt, après un coup de fil téléphonique du promoteur avec une autorité que certaines assimilent à vous-même. Par contre, le groupe de presse Bonferey, qui est très critique vis-à-vis de votre gouvernance, est fermé. Et malgré sa proposition de verser immédiatement 10 millions et d'éponger l'autre partie suivant un moratoire d'un million par mois, la direction générale des impôts a catégoriquement refusé. Il est clair dès lors que votre objectif est de fermer le caquet à tous ces médias qui informent les publics sur les plaies puantes et malodorantes de votre gouvernance. Les groupes Canal 3, Ténére, Bonferey, Niger 24, ont été fermés, tour à tour. Les journaux qui dérangent, à savoir Le Courrier, Le Monde d'Aujourd'hui, l'Enquêteur, etc., vont également y passer. Cependant, vous ne gagnerez pas ce combat. D'autres, avant vous, se sont essayés à ce combat contre la liberté d'expression et de presse, et se sont rendus, à leurs dépens, que ce n'est une « guerre » à mener.

Monsieur le “Président”,

En ciblant la presse comme étant l'adversaire ou plutôt l'ennemi à abattre, pour parler comme Hassoumi, le soldat furieux et vindicatif que

vous avez lancé aux troupes des médias mal-pensants, vous commettez une très grave erreur. Vous ne pourrez jamais remporter la victoire dont vous rêvez pour la simple raison que l'on ne vainc pas l'esprit. Or, vous menez une guerre contre l'esprit. Que vous étouffiez ces médias qui vous dérangent tant ou pas, vous ne réussirez jamais à faire taire les langues. D'une façon ou d'une autre, les Nigériens trouveront les moyens de communiquer et de s'informer. Il vaut d'ailleurs que cela se fasse dans un cadre formel et légalement reconnu. Autrement, c'est l'ouverture à de graves dérives incontrôlables. Si ces dérives ne vous arrangent pas, vous ne pouvez, pour de faux prétextes, traquer des médias dans un pays où les voleurs de milliards de l'Etat, les trafiquants de drogue et d'armes et autres délinquants de tous acabits sont légion. Vous ne pouvez pas prétendre traquer les mauvais payeurs de l'Etat alors que les responsables de fausses exonérations fiscales et douanières sont connus. Ce sont des gens dont les activités mafieuses, décelées et établies formellement dans un rapport, ont coûté des dizaines de milliards de francs CFA à l'Etat. Ils sont pourtant libres et continuent tranquillement de ruiner l'Etat. Aux côtés de ces brigands de ville qui ont pris les administrations douanières et fiscales pour leurs vaches laitières, il y a également ces voyous de la République qui ont saigné les caisses de l'Etat en détournant fonds et biens publics, là également, à coups de dizaines, voire centaines de milliards de francs CFA. Je n'ai pas besoin de vous citer des cas, vous en savez mieux que moi. Que dire aussi de ces trafiquants de drogue et d'armes qui mènent leurs activités criminelles, au vu et au su de tout le monde, et dont certains sont conseillers à la présidence de la République, auprès de vous, avec des passeports diplomatiques.

Monsieur le “Président”,

Je crois que vous avez tellement à faire, ailleurs, qu'à frapper aux portes des médias mal-pensants pour chercher de l'argent. Du point de vue des principes, la presse est un allié objectif du gouvernant, pas n'importe quel gouvernant. Il s'agit, là, des gouvernants justes, honnêtes et intègres qui travaillent pour le bien-être de leurs peuples. Et en général, lorsqu'on ne travaille pas dans l'intérêt de son peuple et que l'on a plus tendance à protéger les voyous qu'à les réprimer, l'on ne peut pas aimer beaucoup la presse. Dans le contexte du Niger, vous êtes mieux placé que quiconque, dans l'arène politique, pour savoir ce que la presse rend comme services à la démocratie, à l'Etat de droit, à la gouvernance d'une manière générale. Je n'ai pas besoin de faire tout un cours pour ça. En fermant ces médias mal-pensants, vous assassinez la démocratie, vous atrophiez l'espace public, mais vous n'arriverez sans doute jamais à asphyxier la liberté d'expression. J'ai constaté la combinaison des mesures que vous avez initiées en vue d'y parvenir. Laissez-moi vous dire que vous vous

livrez ainsi à un combat vain. Vous vous êtes imposé, pour ainsi dire, le supplice de Sisyphe. Les mesures que vous avez prises ? Eh bien, j'ai constaté qu'en marge de l'inquisition des services des impôts, vous avez également initié la réécriture de l'ordonnance 2010-035 du 14 juin 2010 portant régime de la liberté de presse au Niger. Un projet qui complétera certainement la nouvelle loi qui donne la possibilité au président du Conseil supérieur de la communication (Csc) de procéder, tout seul, à la fermeture de tout média qu'il juge devoir fermer à titre conservatoire. C'est pour dire que Hassoumi n'est pas seul sur ce sentier de guerre.

Monsieur le “Président”,

Par expérience, je sais que lorsqu'un gouvernant mène la guerre à des médias, c'est qu'il est conscient avoir perdu la partie. Alors, il se dit qu'à perdre, autant perdre de belle manière, c'est-à-dire en abusant au maximum du pouvoir d'Etat pour faire ce que l'on veut et non plus ce que vous dicte la loi fondamentale. J'ai compris que vous vous êtes laissé convaincre par ceux qui pensent que, de toute façon, vous en avez commis beaucoup pour espérer la moindre résurrection et qu'il faut désormais foncer, tête baissée. Il n'y a plus à reculer, disent-ils, enfonçant votre régime dans les profondeurs insondables du pire. Pour ça, vous êtes responsable. Vous êtes le premier et l'ultime responsable de tout ce que vit le Niger. Le chef a toujours un libre arbitre qui lui permet de distinguer le blanc du noir, le juste de l'injuste, l'honnête du malhonnête. Il ne peut prétendre ne pas savoir.

Monsieur le “Président”,

Le monde entier constate que vous n'avez jamais signé la Montagne de la Table avec la conviction que nos pays doivent évoluer vers plus de liberté de presse, vers des conditions d'exercice plus souples et plus avantageuses pour la presse pour des raisons de mission service public. En ramant à contre-courant des principes et déclarations publiques que vous avez faites à ce propos, vous donnez amplement la preuve à ceux qui disent dans les causeries que vous aviez agi par opportunisme politique et démagogie. Récemment, encore, j'ai pris part à une discussion sur la question et j'ai eu du mal à vous défendre. Le problème, c'est que vous n'offrez pas tellement d'arguments à ceux qui doivent ou veulent le faire. C'est d'ailleurs valable dans d'autres domaines, notamment les trafics d'armes et de drogue, les détournements massifs des deniers et biens publics, etc.

Monsieur le “Président”,

Vous avez engagé un combat chimérique contre la liberté de presse. Il n'y aura pas de victoire possible pour vous. Dans tous les cas, vous perdez.

Mallami Boucar

Libération des leaders de la société civile

Vont-ils poursuivre la lutte ou faire comme Seïni Oumarou et le Mnsd ?

Le verdict du procès des leaders de la société civile nigérienne est finalement tombé, ce mardi 24 juillet 2018. Trois mois avec sursis ont été requis contre Nouhou Arzika, Ali Idrissa, Moussa Tchangari et certains de leurs collègues. Et si d'autres ont écopé de peines plus privatives, il reste que ce verdict, attendu avec anxiété par de très nombreux acteurs de la société civile, au Niger, mais aussi à l'extérieur, a été plutôt une gifle retentissante pour le régime qui a nourri, sans s'en cacher, l'espoir de les garder en prison aussi longtemps que possible. Aujourd'hui libres, Nouhou Arzika, Ali Idrissa, Moussa Tchangari, pour ne citer que ceux-là, sont face à leur destin. Un destin forcément lié par une lutte citoyenne qu'ils ont engagée au nom de leurs convictions et de l'idéal de gouvernance qu'ils nourrissent pour le peuple nigérien et dont ils ont cru le Président Issoufou capable avant de se rendre compte de la catastrophe. La lutte qu'ils ont engagée contre la loi des finances 2018, véritable serpent de mer qui est en train d'asphyxier les foyers nigériens, a

été assurément perçue par le régime comme étant le point de départ de sa fin. Il fallait mettre un terme à cette rencontre entre les leaders de la société civile et son peuple. Et leur arrestation, le 25 mars 2018, a été, au grand bonheur du régime, synonyme d'une lutte perdue par le peuple qui se bat pour un mieux-être et un minimum de sensibilité de la part du gouvernement quant à leurs revendications pour une réduction du train de vie exorbitant de l'Etat.

Nouhou, Ali et Moussa sont désormais libres. Que vont-ils faire après leur libération ?

Nouhou Arzika, Ali Idrissa, Moussa Tchangari et les autres qui sont libérés ce 24 juillet 2018 vont-ils continuer la lutte entamée ou abandonner ? La question est sur toutes les lèvres. S'ils poursuivent la lutte, plus que jamais déterminés à aller au bout de leurs convictions, les leaders de la société civile nigérienne ne font pas qu'entrer définitivement dans l'histoire, ils prouvent que malgré la pourriture ambiante, il y a de belles raisons de croire au Niger. Ils donneront à une jeunesse désabusée et

perdue, d'autres repères faits de valeurs morales et citoyennes, en lieu et place de ces trafics de drogue, d'armes, de détournements de deniers et biens publics impunis, etc. S'ils flanchent et abandonnent, ils sauveront leurs libertés individuelles et peuvent même, cerise sur le gâteau, monnayer leurs services à un régime qui ne rêve que de ça. Dans les jours à venir, en attendant qu'ils respirent à pleins poumons les effluves de la liberté retrouvée, Ali Idrissa, Nouhou Arzika et Moussa Tchangari s'adresseront sans doute aux Nigériens qui sauront alors si le peuple a retrouvé ses égéries ce 24 juillet ou s'il les a définitivement le 25 mars 2018.

Quant à la justice, il est bien beau de penser que ce verdict est de nature à exonérer le système judiciaire des graves soupçons qu'on lui porte jusqu'à l'interne. Si le juge chargé de l'affaire a pu se tirer d'affaire avec ce verdict qui sauve un peu la face à la justice nigérienne sans trop remplir les maîtres de Niamey de dépit, il reste qu'au-delà de l'euphorie de la libération des leaders de la société

civile, l'on doit s'interroger sur les conditions objectives dans lesquelles est intervenue cette libération. La doit-on à un jugement équitable, sur la base de l'intime conviction du juge, ou bien aux pressions extérieures, discrètes mais efficaces ? Car, qu'elle soit obtenue de haute lutte judiciaire ou négociée, la libération des leaders de la société civile peut changer le cours des choses. La loi des finances est entrée dans sa phase cruciale, les cris de détresse se multiplient, les menaces fusent de toutes parts, la gouvernance devient de plus en plus scabreuse, sur fond de mépris de ce que peuvent penser les Nigériens, etc. Un contexte des plus critiques dans lequel les citoyens nigériens attendent de savoir, anxieux, si Nouhou Arzika, Ali Idrissa et Moussa Tchangari vont choisir de faire comme Seïni Oumarou et le Mnsd, ou poursuivre la lutte de plus belle. Un autre verdict attendu avec encore plus d'anxiété que la libération des leaders de la société civile.

Amadou Madougou

Libération des acteurs de la société civile

Un mal nécessaire pour le pouvoir

Après près de quatre mois derrière les barreaux, les leaders de la société civile opposée à la loi de finances 2018 ont été libérés hier mardi 24 juillet. Autant elle peut lui faire mal, autant la libération de ces acteurs de la société civile est une nécessité pour le pouvoir du Président Issoufou Mahamadou.

Nouhou Mahamadou président du Mouvement patriotique pour une citoyenneté responsable (MPCR), Ali Idrissa coordonnateur du Comité de réflexion indépendant pour la sauvegarde des acquis démocratiques (CROISADE), Moussa Tchangari secrétaire général de l'association Alternative Espaces Citoyens (AEC) et certains de leurs codétenus ont été condamnés à la peine de trois mois de prison avec sursis. Etant donné qu'ils ont déjà passé près de quatre mois en détention, depuis leur arrestation le 25 mars dernier, ils ont été remis en liberté. Dans les rangs de la société civile et de tous les Nigériens attachés à la défense de la démocratie, la libération de ces acteurs de la société civile était non seulement attendue avec impatience, mais aussi et surtout saluée avec beaucoup de joie. Seulement, dans les rangs du pouvoir, elle a sans doute suscité des grincements de dents et provoqué des

regrets. En effet, il y a quelques jours, dans une interview accordée à la radio nationale «La Voix du Sahel», le président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA) et ministre de l'Intérieur Bazoum Mohamed a présenté l'arrestation des acteurs de la société civile comme résultant d'un bras de fer qui oppose leur pouvoir à la société civile opposée à la loi de finances. A l'occasion, le président du principal parti au pouvoir a même parlé de «comptes» qu'eux et les responsables de la société civile auraient soldés et qu'eux qui ont la force de leur côté ont remporté la partie. Tous ceux qui l'ont écouté ont eu l'idée que Bazoum Mohamed ne trouvera aucune gêne que Nouhou Arzika et ses codétenus soient gardés en prison aussi longtemps que cela est nécessaire pour leur montrer qu'ils se sont frottés à des hommes plus forts qu'eux. Sur les réseaux sociaux et à travers la presse rose,

on a aussi vu avec quelle hargne des militants du parti de Bazoum Mohamed s'attaquaient aux acteurs de la société civile arrêtés, à qui ils souhaïtaient tous les maux du monde par rapport au verdict de leur procès. Il est clair que pour tout ce beau monde, la libération de Nouhou Arzika et de ses camarades est tombée comme un couperet. Non seulement parce que cela démystifie cette force qu'ils pensent détenir en tout lieu et en tout temps, mais parce qu'aussi ils savent que ce n'est pas le séjour en prison qui va empêcher aux acteurs de la société civile de poursuivre leur légitime combat contre la scélératesse loi de finances 2018. La libération de ces acteurs de la société civile va d'autant plus déplaire aux tenants du pouvoir qu'elle intervient à un moment où la nouvelle opposition, composée des partis politiques, syndicats et organisations de la société civile s'appête à lancer des assauts. Cependant et pour peu qu'il se libère un peu de son orgueil et de son arrogance, le pouvoir du président Issoufou Mahamadou va se rendre compte que la libération de

Nouhou Arzika, Ali Idrissa, Moussa Tchangari et les autres lui fait du bien. Elle va incontestablement contribué à faire tomber la forte pression internationale dont il est l'objet depuis plusieurs semaines. On sait que des grandes organisations internationales de défense des droits de l'homme – dont Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) – ainsi que des grandes médias internationaux n'ont cessé de harceler le pouvoir de Niamey par rapport au maintien en détention des acteurs de la société civile. On se rappelle de la position inconfortable dans laquelle une journaliste de la Radio France Internationale (RFI) avait mis le président Issoufou Mahamadou, lors de sa visite officielle à Paris en début juin, quand elle lui a posé une question par rapport à cette affaire. Même s'ils ne l'ont pas fait de manière ouverte, pour respecter les bonnes manières diplomatiques, certains gouvernements occidentaux ont sans doute eu aussi à attirer l'attention du pouvoir de Niamey sur ses dérives antidémocratiques dans la gestion des manifestations contre la loi de finances 2018.

Dan Lamso

La Renaissance, dans les souffrances

Les socialistes au pouvoir au Niger, gèrent comme si, par des élections que le monde s'accorde à dire qu'elles ont été truquées, le pays leur a été troqué, devenant leur propriété exclusive pour faire avec tout ce qu'ils veulent sans avoir à rendre compte de leur gestion, pas même au peuple qui leur aurait accordé sa confiance pour leur confier un pouvoir dont il reste le seul délégataire légitime. Faut-il croire que parce qu'une transition militaire, leur aura arrangé l'accession au pouvoir, ils peuvent s'y amuser comme si c'est au moyen d'armes qu'ils ont conquis le pouvoir pour n'avoir de respect pour personne et pour rien, pas même aux lois de la République ? Ils voulaient pour cela que personne n'approche leur gestion pour ne pas y déceler les magouilles qui s'y font, la mafia qui y prospère, pour ne pas découvrir leur gestion maraudeuse de l'État. Quel est l'allié, même celui que l'on prétend le plus choyé du système, qui peut dire qu'il est étroitement associé, sans méfiance, dans la gestion du pouvoir ? Tous savent, que même étant du pouvoir et dans le pouvoir, il y a bien de choses qu'ils ne comprennent pas, parce qu'on n'a jamais voulu les y associer, parce qu'on n'a jamais voulu qu'ils comprennent et voient clair dans leur gestion ? Le PNDS gère dans la méfiance avec ses alliés et dans un tel climat il est impossible de gouverner efficacement. Peut-on d'ailleurs gérer un pays en cachette ? Mais alors, pourquoi se faire l'allié d'une gestion menée en deux versions, celle à laquelle tout le monde, parce que sans enjeu, peuvent être associés, et une autre, menée à huit-clos, entre caciques, en groupe restreint dont la vocation, gérant l'État providence, est de gérer l'État dans le secret, dans l'intimité de la camaraderie. Comment ne pas le croire quand un ministre des mines peut voir des hommes passer par-dessus sa tête pour participer à des minutes de discussion, signer des documents importants, ouvrir des comptes, mener des transactions douteuses sans que personne d'autre au pays ne le sache, si ce n'est par les révélations fracassantes d'un journal ? On peut demander à tous les alliés, sans doute sans exception, de dire comment l'État est aujourd'hui géré sous la Renaissance, ils vous diront qu'ils n'en savent rien, du moins de ce qui pourrait être fondamental. Souvent, il s'agit d'alliés qui n'ont aucun pouvoir de décision même lorsqu'on leur concède un portefeuille ministériel et qui peut dire, le nombre de ces ministres diminués et frustrés de ne pas avoir les pleins pouvoirs pour gérer leurs portefeuilles ? C'est d'autant vrai que dès le début de leur gestion déjà, l'on avait appris par la presse que des supers ministres, forts de leur poids dans le système, n'avaient que faire d'un premier ministre pour lui rendre compte et se soumettre à son autorité lorsqu'il est censé coordonner l'action au sein de l'équipe gouvernementale. Amadou Boubacar Cissé qui a évolué tout au long de sa carrière dans des systèmes rigoureusement respectueuses de la hiérarchie politique et administrative, en a payé les frais et il en avait d'autant souffert, qu'il ne pouvait s'accommoder du zèle nuisible de certains autres ministres avec lesquels il avait maille à partir et a fini par entretenir avec eux des relations difficiles, jusqu'à ce que, peut-on s'en rappeler, en terre béninoise, alors qu'ils étaient en mission, le différend explose en public au milieu des hôtes béninois, incapables de retenue pour préserver l'image d'un système déjà gravement entamée. Est-il dès lors possible de croire que ces hommes ont le sens de l'État ? Ne parlons pas de leur discours peu mesuré, très peu politique, fait de venin et de fiel, peut-être même de fiente tant il sent l'ordure. Comment, avec une telle façon de gouverner, dans l'égoïsme et la malice, peut-il être possible que des alliés, puissent être capables de continuer à soutenir surtout lorsqu'on ne sait même pas les

respecter ? Et aujourd'hui, quand on observe la scène, l'on se rend compte que ces hommes qui ont soutenu, las de supporter les brimades et les humiliations, et affaiblis par le stress de l'inconfort, ont perdu toute leur foi dans cette gouvernance, affichant, depuis la fameuse victoire de 2016, un profil bas, ayant compris qu'ils se sont trompés de voie mais que pour s'être compromis dans bien de cas, ils ne peuvent plus oser, à l'image de Kiishin Kassa, prendre leurs distances avec un système dont ils connaissent la brutalité, de peur d'éventuelles représailles de l'ami tortionnaire. Au sein de la coalition au pouvoir, le régime semble errer seul, ses soutiens las, trotinant, prenant peur aussi pour les lendemains incertains vers lesquels, leur allié est en train de conduire le pays. Ils sont en effet nombreux à savoir que plus que jamais, l'heure est venue de faire le choix du pays où celui de la race de rapaces qui a pris le pays en otage, le gouvernant dans la méchanceté et le profit égoïste. Quel allié, peut aujourd'hui avoir le courage de venir sur un plateau, quand les colères grondent partout dans le pays, pour magnifier une pouvoir qui a semé le chaos, divisé et « mélangé » les Nigériens, et surtout, un régime qui a semé le bordel sur le champ politique où les partis ont été mis en lambeaux et déstructuré l'économie nationale qui, souffrant les méfaits des scandales, fait collusion avec une économie criminelle et une corruption entretenue à une échelle ahurissante. Qui, parmi ceux qui gouvernent, et qui, au cœur de la mafia rose, et du sérail du système, peut aujourd'hui justifier sa fortune quand on sait que tous, à la veille d'avril 2011, étaient sérieusement et gravement pauvres comme des rats d'église, comme tout bon socialiste que le matériel n'a presque jamais tenté ? Le régime peut instrumentaliser la MRN, mais les Nigériens et tous les observateurs avertis savent que ce regroupement opportuniste fait face aujourd'hui à l'usure du temps et des déceptions cumulées, longtemps ruminées. Dans son pouvoir, le socialiste s'est trouvé finalement seul et pour certains analystes, la coalition, si elle ne se résume pas qu'au PNDS dans le meilleur des cas, s'est considérablement limitée au trio dominant qui, autour du Grand Camarade, tente, en brandissant la terreur, d'intimider un peuple en colère, pour survivre à ses déboires. C'est dire que même au sein du parti, la cohésion n'est plus, les Patrons, ayant choisi de se servir d'abord, abandonnant le petit peuple socialiste à la périphérie du pouvoir, regardant dépités, les fortunes colossales des privilégiés, trôner partout dans la ville et dans le pays. Si des congrès sont organisés c'est, non par militantisme et conviction, mais grâce à une part de la fortune libérée pour intéresser une clientèle politique devenue misérable et vulnérable qui pourrait alors s'en servir, pour calmer ses ardeurs, se contenter de miettes jetées à ses pieds le temps d'une orgie politique.

A la MRN, comme au PNDS, ils sont très peu nombreux à avoir le cœur à l'ouvrage. Les ténors du système le savent car, depuis le milieu du premier mandat, quelques voix grondeuses avaient fait entendre leur impatience, leurs déconvenues et leurs colères. C'est peut-être pour cela que, lorsqu'aujourd'hui, se débarrassant d'alliés inutiles, leurs positions sont redistribuées aux Fama du système las d'attendre le retour de l'ascenseur parce que les amis du haut ne peuvent plus se rappeler leur devoir de gratitude vis-à-vis du petit peuple de Gauche. Pour certains, le malheur des socialistes, c'est de ne pas avoir confiance en eux et en leur victoire, pour s'entourer d'une multitude inutile, avec laquelle, ils devraient pourtant partager car pour avoir mis la barre très haute, précisément à 92%, chacun, mathématiquement – mais sans que ce ne soit vrai – avait à justifier sa contribution à la « réélection

brillante » du candidat solitaire.

C'est ainsi le PNDS s'était retrouvé dans un labyrinthe, obligé, pour ne pas heurter des alliés même peu sincères et représentatifs, de sacrifier bien de ses militants qui devraient comprendre comment une situation imposait de les marginaliser. Mais le problème des socialistes n'est pas que de s'isoler dans son propre système, mais aussi, en ne répondant pas aux attentes légitimes des populations, lorsqu'ils ne devaient avoir de souci que de plaire à l'Extérieur, de créer les conditions pour se retrouver en face du peuple, un peuple coléreux dont ils ne peuvent plus écouter les doléances et les légitimes inquiétudes tout à fait fondées surtout lorsqu'une loi, concoctée, loin de l'expertise nationale, par le savoir français commandé par le complexe de socialistes qui ne peuvent savoir qu'après plus de cinquante années d'indépendance, si le Niger devrait faire appel à la France, du moins certains de ses enfants qui ignorent pourtant tout des réalités nigériennes, pour élaborer un budget, alors, ils ne reste plus qu'à brûler notre drapeau, pour appeler à une recolonisation nouvelle, tant nous devons être des ignares et des incapables qu'on devrait indéfiniment assister et maternés. La Renaissance a conscience que ce peuple ne le porte plus – d'ailleurs l'a-t-il une fois porté ? – et c'est sans doute pour cela que, sortant des élections trafiquées de 2016, elle avait eu peur d'organiser les élections de proximité qu'étaient les locales et les régionales mais également les élections partielles de Maradi, se cachant derrière quelques artifices pour justifier les voies détournée bricolées pour s'éviter un fiasco électoral certain. Elle reste d'ailleurs dans le même état d'esprit alors que les élections de 2021 s'approchent et que la classe politique, appelle au dialogue pour faire au pays l'économie de turbulences inutiles. Le PNDS, refuse d'écouter, avançant solitaire comme pour montrer que des élections transparentes ne peuvent l'arranger. Or ceux qui l'interpellent depuis plus de deux ans, à se mettre autour d'une table pour l'intérêt de la nation, ne lui demandent rien d'autres, que des élections justes et honnêtes, si tant est qu'il a la certitude d'être le plus fort, le plus grand parti sur l'échiquier ? De quoi d'ailleurs peut-elle avoir peur avec ses 92% qui avaient fait rire le monde entier car si tant était que le régime avait la certitude d'être tant aimé par son peuple, pourquoi se détruire une image en emprisonnant un challenger, et surtout à courir à débaucher des partis même virtuels pour garnir son plateau et pouvoir justifier un score préfabriqué, et aujourd'hui, quand la victoire violée est là, pourquoi s'encombrer d'une sécurité ostentatoire pour un pouvoir « démocratiquement sorti des urnes », et donc acquis par la volonté d'un peuple souverain ? N'est-ce pas que cela donne à réfléchir aux partenaires qui ont compris que ce régime n'a en réalité rien de démocratique. Cela est d'autant vrai que, ce pouvoir ne sait pas dialoguer, ne sait pas apaiser, ne sait pas favoriser un climat de paix et d'entente nationale, n'ayant de manière de gouverner que la violence. Et le monde entier a vu comment, pour faire face à la lutte citoyenne des acteurs de la société civile et hier à celle de son Opposition, il n'a eu de réflexe que d'ouvrir à d'honnêtes citoyens les portes de ses prisons pour les y loger, alors même que tout autour du pouvoir, pullulent voleurs, trafiquants en tout genre, tous des super Nigériens, qui ne cessent de jeter le discrédit sur le corps noble des magistrats. Et quand le monde entier crie au scandale pour interpellé le régime à se civiliser, pour libérer les acteurs arbitrairement détenus », il fait semblant de ne rien entendre, encouragé par ses vanités qui ne peuvent lui permettre d'admettre ses abus pour changer et soigner l'image de sa gouvernance.

d'absence de confiance entre alliés

Comme Goliath, seul contre tous

Ayant ouvert par sa démesure et son bellicisme outrancier plusieurs fronts dans le pays contre lesquels elle se bat laborieusement, la Renaissance épuise son énergie dans des luttes inutiles qui ne peuvent avancer le pays quand elle a mieux à faire de son intelligence et de sa force notamment à consolider la cohésion nationale, à booster le progrès, un progrès partagé, à sortir l'école de l'ornière, à la réhabiliter et à rétablir la confiance des Nigériens avec leur système de santé, à remettre les Nigériens en confiance avec l'État protecteur surtout en ces temps de terrorisme qui endeuille le pays.

Pour fortifier son pouvoir fragile acquis dans des conditions douteuses, la Renaissance s'est rapprochée de puissances étrangères auxquelles elle permet tout, jusqu'à aliéner le territoire national qu'elles peuvent occuper sans aucun respect pour les procédures constitutionnelles, se faisant ainsi leur partenaire corvéable et taillable à merci sur le continent quand tous les autres pays se méfient d'une telle proximité intéressée et dans laquelle l'État faible pourrait ne rien maîtriser. Mais cela fait longtemps que le régime a compris que lorsqu'il échoue à bien gérer le pays, il ne peut rien attendre de ses nouveaux amis qui ne sont pas forcément des hommes charitables. Il a beau se promener dans le monde avec sa sébile, il ne revient que les mains vides, mais non sans quelques annonces qui ne peuvent être à la hauteur de l'espérance d'un allié qui attend mieux parce que harcelé de toute part par ses nombreux défits. L'Allemagne, par exemple, n'a jamais caché dans quelle limite se fera son appui au Niger. Quant à la France qui, après ses réserves, pour préserver l'héritage hollandien du G5 Sahel pour la lutte contre le terrorisme, avait entretenu un certain « flou artistique » sur ses rapports avec le régime afin de ménager l'unique allié Sahélien de la lutte contre la migration et de la fécondité africaine qui irrite Macron, et malgré ses efforts pour pousser bien de pays à mettre la main à la poche pour contribuer au financement de la force africaine, les partenaires sont restés réticents, hésitants et le G5 peine à être opérationnel, sans doute dans la déception de celui qui en assure aujourd'hui la présidence et de Macron qui, après tout son lobbying, doit se poser bien de questions sur ces réticences de « pays alliés et amis » qui ne peuvent pas ne pas être motivées. Aussi, sans que les autorités nigériennes, ne puissent avoir le courage de le dire, sans doute que l'appui de la France qui mobilise des bailleurs qui rechignent à ouvrir leur bourse, elle-même, n'est pas du niveau escompté. Est-ce pour témoigner de ce que le Niger, ou si l'on veut le G5 Sahel ne croit plus aux efforts de Macron et ne ferait plus confiance au soutien de la France dans cet agenda que le président Nigérien cherche des rapprochements avec la Russie de Poutine, « non sans provoquer l'ire des occidentaux », comme l'avait rapporté un média international ? En osant ce rapprochement, sans doute qu'on peut comprendre là un malaise si ce n'est dans les relations avec la France, avec au moins Macron qui commence certainement à voir clair dans la situation du Niger et de sa gouvernance. Or, si la détérioration de ces relations arrangées avec Macron venait à se confirmer, l'isolement du régime ne pourra que s'accroître. La Renaissance, peut-elle oublier que même gouvernant, pendant qu'elle a ses amis, ses adversaires comptent également dans le monde et en Afrique, leurs amis pour savoir entretenir avec ses adversaires politiques des relations plus humaines ? Ce n'est pas à ce niveau de responsabilité qu'on apprendra aux socialistes que « l'ennemi de mon ami est un ennemi » ! Quand des portes se ferment à son nez dans le monde,

peut-être est-elle capable de comprendre que c'est aussi par solidarité à l'égard d'hommes qu'elle brime à tort dans le pays.

D'ailleurs, la Renaissance peut-elle tenir tête à tant d'ONG internationales telles l'ITE, Publiez ce que vous payez, Reporters sans frontières, Amnesty International, CCFD-Terre Solidaire, Global Witness, la FIDH, Frontline Defenders, Tournons la page, etc. qui appellent le régime au respect des normes qui régissent le monde d'aujourd'hui ? La Renaissance, peut-elle d'ailleurs s'offrir le luxe de s'écarter davantage des normes démocratiques et espérer avancer en harmonie avec la communauté internationale ? Hollande n'est plus au pouvoir et elle ne peut pas ne pas tenir compte de cette donne ! Et comme pour ne rien arranger à la situation vient s'ajouter un ami, Bolloré, qui n'a plus que faire de son amitié avec le monde de Niamey pour réclamer sans état d'âme au pays en dédommagement quelques 1900 milliards pour ses rails inutiles qui n'avaient jamais servi et qu'il va falloir défaire « pour nécessité publique ».

La renaissance piégée ?

Empêtrée dans ses difficultés financières résultant de sa mauvaise gestion, de ses prodigalités incontrôlées, de ses goûts pour le luxe, poussée là encore par ses vanités et ses cupidités, la Renaissance, sans aucune prudence, s'était jetée dans les bras de l'Europe qui lui soufflait à l'oreille des facilités de décaissement lui qui en avait tant besoin, pour colmater des brèches. Mais lorsqu'elle devait se rendre compte qu'elle est seule en Afrique dans l'aventure, c'était bien tard pour se ressaisir. La Renaissance a déjà commencé à « manger » l'argent de l'Union Européenne. Impossible de faire volteface

Devenue amère parce que ce qu'on lui miroitait n'était pas aussi extraordinaire comme elle l'espérait, le régime commençait à grincer des dents s'en voulant pour ses naïvetés et douloureux et mélancoliques, on peut entendre certains, exprimer leurs déceptions tantôt relativement à la présence militaire qui tarde à faire ses preuves, tantôt par rapport aux financements promis qui tardent à se mettre en place.

Et comment ne pas être froissée quand, plusieurs années après son engagement solidaire et solitaire avec l'Europe qui est venue la semaine dernière au Niger avec une forte délégation parlementaire, certainement pour calmer les colères et les déceptions perceptibles du régime de Niamey qu'il y a des financements additionnels qu'on réserve à Niamey. Comment ne pas s'irriter de l'insistance du président du parlement européen sur « l'argent » disponible pour le Niger, comme si cela devait être la seule chose qui intéresse les partenaires nigériens ? L'Union Européenne n'a pas d'autres choix mais il ne faut pas trop rêver car elle ne saura jamais donner les fonds à la hauteur du drame financier que connaît le régime, pour le mettre à l'abri d'une fronde sociale qui s'amplifie de jour en jour. Pour coopérer avec elle, dans ce qui la préoccupe, l'UE ne voit plus qu'un Niger gagné aussi par le doute ce d'autant que dans sa collaboration, il peut enfin comprendre que sur le continent, il est tragiquement seul à accompagner servilement l'Union Européenne dans le dossier de la migration qui divise profondément aujourd'hui toute l'Europe.

Seul sur le terrain

En s'associant avec l'Europe pour étendre ses frontières jusque sur nos terres, le Niger sans le soupçonner, ne peut se rendre compte qu'il s'attire des problèmes que le fonds fiduciaire gracieusement libéré pour lui, ne peut l'aider à s'en sortir. Et pour cause, le pays ne sait plus que faire de ces migrants indésirables que la Libye et l'Algérie lui envoient sur son territoire même

lorsqu'ils ne sont pas des Nigériens. Déjà, beaucoup de Niaméens commencent à s'inquiéter de l'ampleur de la population de ces migrants dans la capitale, population qui pourrait à terme devenir une source réelle d'insécurité. Agadez avait déjà tiré sur la sonnette d'alarme.

La Libye a dit niet pour recevoir et caserner des migrants sur son sol, ne voulant ajouter à ses problèmes qu'elle peine à juguler. C'est la même attitude qu'on retrouve chez le voisin algérien qui, même lorsque le ministre de l'intérieur nigérien, se rend dans le pays, pour souhaiter son indulgence à coopérer dans la gestion des flux migratoires, ne peut tergiverser, pour dire haut, en face de l'interlocuteur nigérien surpris, le refus catégorique du gouvernement algérien à s'associer dans la rétention des migrants et aider le Niger à recevoir moins de migrants, devenus indésirables désormais pour le Niger, peut-on le soupçonner. Bazoum ne peut d'ailleurs pas contenir sa déception, allant jusqu'à demander qu'on ne leur envoie pas des migrants qui ne sont pas des Nigériens. C'est à croire que parce que c'est le Niger qui avait, pour des subsides, voulu sa chose, il n'a qu'à la gérer seul. Mais de qui le Niger peut-il se plaindre, alors même qu'une certaine prévenance aurait aimé, qu'avant de se décider, il attende au moins d'avoir la position de l'Union Africaine qui est fondamentale dans la gestion d'un tel problème qui concerne toute l'Afrique, non seulement le Niger qui compte d'ailleurs moins de clandestins, sinon pas du tout du tout. Mais pressé d'être le chouchou de la France, les premiers éligibles au fameux fonds fiduciaire, les socialistes n'ont pas attendu une concertation africaine sur le sujet, pour se décider à s'inscrire précipitamment au guichet de l'UE comme premier client. Et maintenant que le vin est tiré, il va falloir le boire jusqu'à la lie ! Le Tchad, bien avant ces deux pays, tout comme le Mali, n'a jamais caché son refus catégorique à ouvrir des hotspots dans leurs pays, ayant trop à gérer et conscients des conséquences souvent ingérables que cela pourrait leur créer.

Ainsi, le Niger, en Afrique, se retrouve-t-il seul aux côtés de l'Union Européenne sur le champ de bataille contre la migration.

La débandade

Ceux autour de qui le régime se résume, sont désormais habités par le doute, gagnés par la peur parce que les murs qui forment leur forteresse dont la fondation reste le faux, s'effondrent l'un après l'autre lorsqu'ils perdent bien de leurs soutiens ou du moins lorsqu'ils commencent à douter de certains partenaires internes et externes devenus méfiants à son égard. Alors que le Grand Camarade, sans succès, n'arrête de courir dans le monde dans l'espoir de ramener l'argent qui manque cruellement au pays, le ministre de l'Intérieur, harceleur continue à vilipender opposants et acteurs de la société civile dans l'espoir lui aussi de contenir la fronde qui envahit toute le pays, le ministre des Finances vivant l'anxiété des défis difficiles à relever dans une fonction qui n'est pas adaptée à ses compétences, avec ce visage désormais grave qui a perdu de sa bonhomie, traversé et tiré par des veines, se perd dans la gestion délicate des finances publiques dans un pays qui ne sait plus en trouver mais qui fait énormément face à de nombreux problèmes à régler alors que la montre joue contre lui.

Et depuis, les Nigériens ont compris que tout le malheur, toute la souffrance du pays ne vient, pas véritablement du PNDS qui n'est plus qu'un instrument dont on sert pour spolier un peuple, mais d'un groupuscule d'hommes décidé à défendre ses intérêts.

WALÉ.

Le journal « Le Monde D’Aujourd’hui » va-t-il être fermé pour dénonciation de la malgouvernance au Niger ?

Nous ne sommes pas tranquilles depuis quelques temps, au journal « Le Monde d’aujourd’hui » ! Le spectre de fermeture du journal « pour non paiement d’impôt » plane sur nos têtes. Les services du FISC croient que nous sommes de ceux-là qui traînent toujours des pas à se mettre en règle vis-à-vis de leurs obligations fiscales. Nous ne sommes pas peut-être des « saints », mais sur le plan fiscal, il n’y a rien à nous reprocher. Nous sommes en règles et sommes détenteurs de toutes nos quittances y afférentes. Que ce soit en 2016, 2017 ou pour l’année en cours, nous sommes « clean » (Propres) et nous l’affirmons. Toutefois, nous ne sommes pas dupes. En effet, il est utopique de croire que nous ne sommes pas poursuivis, pour ne pas dire traqués, comme le sont en ce moment plusieurs organes de presse de la place. En effet, l’on ne sait plus le nombre exact d’organes de presse ayant sur leur principale entrée le fameux scellé « Fermé pour non paiement d’impôts ».

La tendance devra se poursuivre selon toute vraisemblance, mais

au « Monde d’Aujourd’hui », nous pensons que les services du Fisc en charge de notre cas se feront l’obligation de vérifier leurs livres avant de venir placer le fameux scellé en notre absence.

Nous rappelons aussi qu’en principe, toutes les déclarations d’impôts sont contradictoires. Si donc, les services du Fisc ont des remarques et autres objections en ce qui nous concerne, nous les attendons de pied ferme.

C’est aussi le lieu de rassurer nos nombreux lecteurs (que nous saluons et félicitons au passage), que leur journal ne craint pas d’être fermé pour non paiement d’impôts.

Si d’aventure, cela nous arrive, il est certain que nous serons fermés en raison de notre insistance à dénoncer la malgouvernance qui continue de pénaliser et ce, dangereusement notre cher Niger.

Un célèbre adage populaire ne dit-il pas que « celui qui voyage loin ménage sa monture ». C’est aussi le cas du « Monde D’Aujourd’hui », car nous sommes déterminés à aller plus loin, chaque jour, chaque parution.

La rédaction

REPUBLICQUE DU NIGER
 MINISTERE DES FINANCES
 DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CENTRE DE DEPOT: I DIR Commune 2

ETATS FINANCIERS NORMALISES DU SYSTEME COMPTABLE OUEST AFRICAIN (SYSCOA)

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2017

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE
 DENOMINATION SOCIALE : GROUPE DE PRESSE LE MONDE D'AUJOURD'HUI
 (ou nom et prénom de l'exploitant)

SIGLE USUEL :

ADRESSE COMPLETE : Quartier Terminus Porte 028
 TEL : 96 75 34 12

N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 29759/S

SYSTEME NORMAL

Documents déposés

Fiche d'identification et renseignements divers	<input checked="" type="checkbox"/>
Bilan	<input checked="" type="checkbox"/>
Compte de résultat	<input checked="" type="checkbox"/>
Tableau financier des ressources et des emplois	<input checked="" type="checkbox"/>
Etat annexé	<input type="checkbox"/>
Etat supplémentaire	<input type="checkbox"/>
Etat supplémentaires DGI	<input type="checkbox"/>

Reservé à la Direction Générale des Impôts

Date de dépôt: 02/04/18
 Nom de l'agent de la DGI ayant réceptionné le dépôt: Maimona A. Elly
 Signature de l'agent et cachet du service

REPUBLICQUE DU NIGER
 MINISTERE DES FINANCES
 DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CENTRE DE DEPOT: I DIR COMMUNE 2

ETATS FINANCIERS NORMALISES DU SYSTEME COMPTABLE OUEST AFRICAIN (SYSCOA)

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2016

DESIGNATION DE L'ENTREPRISE
 DENOMINATION SOCIALE : LE MONDE D'AUJOURD'HUI
 (ou nom et prénom de l'exploitant)

SIGLE USUEL :

ADRESSE COMPLETE : QUARTIER TERMINUS
 TEL : 96 75 34 12

N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 29759/S

SYSTEME NORMAL

Documents déposés

Fiche d'identification et renseignements divers	<input checked="" type="checkbox"/>
Bilan	<input checked="" type="checkbox"/>
Compte de résultat	<input checked="" type="checkbox"/>
Tableau financier des ressources et des emplois	<input checked="" type="checkbox"/>
Etat annexé	<input type="checkbox"/>
Etat supplémentaire	<input type="checkbox"/>
Etat supplémentaires DGI	<input type="checkbox"/>

Reservé à la Direction Générale des Impôts

Date de dépôt: 15/01/17
 Nom de l'agent de la DGI ayant réceptionné le dépôt: Mme Daoudy
 Signature de l'agent et cachet du service

REPUBLICQUE DU NIGER
 MINISTERE DES FINANCES
 DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

QUITTANCE DE PAIEMENT

N° 5784
 Date quittance 20/04/2016

Reçu de : COMPTE GROUPE

TABLEAU DES IMPOTS
 CGI 2 EXERCICE : 2017
 RECOUVREMENT
 Livre I du CGI
 PROFESSIONNELLE

République du Niger
 Ministère des Finances
 Direction Générale des Impôts

QUITTANCE DE PAIEMENT

N° 13775
 Date quittance 06/10/2017

Reçu de : COMPTE GROUPE

République du Niger
 Ministère des Finances
 Direction Générale des Impôts

QUITTANCE DE PAIEMENT

N° 11260
 Date quittance 02/07/2018

Reçu de : COMPTE GROUPE

TABLEAU DES IMPOTS
 N° DGI-TP-518-2017
 PROFESSIONNELLE
 182 bis du Livre I du CGI

Lancement des activités du Front démocratique et républicain (FDR)

La nouvelle opposition sur le pied de guerre?

Le week-end dernier, le Front démocratique et républicain (FDR) a officiellement lancé ses activités, à travers un meeting à Niamey. Au vu des discours entendus au cours du meeting consacrant le lancement de ces activités, on peut, sans risque de se tromper, dire que la nouvelle opposition du régime du président Issoufou Mahamadou est sur le pied de guerre.

Lors de son meeting du week-end dernier, tout comme lors de sa création au mois de mai dernier, le Front démocratique et républicain a fait le serment de se battre comme cela se doit pour arrêter les dérives du régime du Président Issoufou Mahamadou. Au cours du meeting, le président national du FDR Falké Bacharou et le président de la coordination régionale de Niamey Soumana Sanda ont, avec des mots on ne peut plus clairs, démontré que le pouvoir du Président Issoufou Mahamadou a poussé ses opposants et les Nigériens en général jusqu'à leurs derniers retranchements qu'ils n'ont plus d'autres choix que de se battre. C'est ainsi que caricaturant la situation actuelle du pays, Falké Bacharou a considéré que les Nigériens sont tellement agressés par les tenants du pouvoir qu'ils sont dans une position légitime de

riposter. Et comme pour montrer que lui et ses camarades sont, cette fois-ci, décidés à se battre, il a indiqué, à l'intention du pouvoir, que ce ne sont pas les menaces d'arrestations ni des emprisonnements qui vont leur faire peur. Il a, en substance, rappelé qu'ils sont les mêmes qui ont farouchement combattu le régime de feu président Ibrahim Baré Maïnassara, après le «hold-up électoral» de 1996, ainsi que le «Tazartché» de l'ancien président Tandja Mamadou. Quant à Soumana Sanda, il a indiqué qu'au cours des meetings qu'il avait précédemment animés dans les différents arrondissements communaux de Niamey, il a remarqué que la corruption et les menaces, dont s'est longtemps servi le régime en place pour réduire au silence ses opposants, n'ont pas eu raison de la détermination des

militants de l'opposition de Niamey. A la lecture des discours livrés à l'assistance par Falké Bacharou et Soumana Sanda, on peut légitimement penser que la nouvelle opposition réunie au sein du FDR a fait le choix de se battre contre un régime qui a longtemps considéré le silence des opposants et leur manque d'actions concrètes comme un signe de peur et de faiblesse. N'est-ce pas d'ailleurs que le président du principal parti au pouvoir et non moins ministre de l'Intérieur Bazoum Mohamed se moquait même de l'opposition, en la mettant au défi d'agir comme celle du Togo – qui occupe régulièrement les rues de Lomé et des autres grandes villes du pays – si elle veut être prise au sérieux ? Contrairement aux anciens fronts de l'opposition, le FDR est décidé à parler le langage que comprennent mieux Bazoum et ses autres camarades. Au fait, il faut dire que la nouvelle opposition n'a d'autre choix que de se battre. Elle en face d'elle un pouvoir qui n'a aucune gêne à marcher sur les lois de la Républi-

que pour faire ce qui l'arrange. La seule manière dont ce pouvoir conduit le processus électoral pour les prochaines élections est assez illustrative du mépris qu'il affiche à l'endroit de l'opposition qui n'est pas moins un acteur de ce processus. En plus d'imposer un code électoral taillé à sa mesure, le pouvoir du président Issoufou Mahamadou a mis en place une Commission électorale nationale indépendante (CENI) dont la neutralité est sujette à caution, au vu de sa composition. Et malgré toutes les dénonciations faites, y compris dans les rangs des partis qui le soutiennent, ce pouvoir refuse carrément d'engager les moindres négociations pour aboutir à un processus consensuel, seule condition pour des élections apaisées. Comptant sur la force publique, il pense pouvoir imposer ses volontés à toute la classe politique et créer les conditions pour continuer à conserver le pouvoir au-delà de 2021, sans passer par des élections crédibles, démocratiques et honnêtes.

Dan Lamso

Postes de Contrôle Juxtaposés de Malanville

Un instrument Communautaire Pour lutter contre la Pauvreté

C'est le 12 juillet 2018 dernier que les postes de contrôles juxtaposés de Malanville ont été inaugurés en présence du représentant du président de la commission de l'UEMOA, M. IBRAHIM Diémé. Cet important instrument communautaire qui va permettre de booster le développement socio-économique est aussi un véritable outil au service de la lutte contre la pauvreté dans l'espace UEMOA.

Le développement d'un pays passe par le développement de la route dit-on. La commission de l'UEMOA est consciente de cela. Elle travaille à donner davantage de contenus à l'intégration communautaire. C'est pourquoi, tenant compte des difficultés qui entravent la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace communautaire, notamment lors de passage des frontières. Dès novembre 2001, le Conseil des Ministres a adopté un Programme prioritaire de

construction de onze (11) Postes de Contrôle Juxtaposés (PCJ) au niveau des principaux corridors de l'espace communautaire.

Les PCJ de Malanville font partie des trois premiers PCJ Pilotes à construire.

Situés à la frontière entre le Bénin et Niger, les Postes de Contrôle Juxtaposés de Malanville (pcj), bâtis sur une superficie de 9 hectares, s'inscrivent dans le cadre d'un Programme global de Facilitation de transport et de transit routier pour favoriser la croissance économique et le développement de l'Afrique de l'Ouest en renforçant la coopération et l'intégration des Etats membres.

Les objectifs assignés aux CPJ

- **Harmoniser, moderniser et faciliter les opérations de passage aux frontières ;**
- **Assurer un contrôle rapide ;**
- **Faciliter, fluidifier et sécuriser le trafic ;**
- **Lutter plus efficacement contre la fraude et les frais illicites, gagner du temps ;**



- **Réduire considérablement les coûts de transports ;**
- **Améliorer les conditions de travail des agents en charge des contrôles aux frontières.**

D'un cout global de plus 10 milliards de FCFA, financés par l'Union Européenne, les CPJ de Malanville permettront de regrouper les services de contrôle des deux Etats frontaliers du Bénin et de Niger sur un même site de pas-

sage d'un Etat à l'autre.

Si cet outil reste un instrument intégrateur vu par ailleurs le jumelage d'une administration des deux pays pour sa gestion, il n'en demeure pas moins vrai qu'il participera activement à la lutte contre la pauvreté, en ce sens qu'il diminue les tracasseries routières, permet une fluidité des marchandises, fait gagner en temps et en ressources pour les marchandises mises en transit.

ADAM



BELVIE L'Eau Minérale Naturelle
BELVIE Healthcare S.A.
Quartier Recasement
BP 10041 Niamey-Niger
Tel: 95896407, Email: info@belvie.co



BELVIE L'Eau Minérale Naturelle
BELVIE Healthcare S.A.
Quartier Recasement
BP 10041 Niamey-Niger
Tel: 95896407, Email: info@belvie.co

Niamey, le 21 Juillet 2018

DROIT DE REPONSE

À

Monsieur le directeur de Publication du Journal le Monde d'aujourd'hui.

Nous avons noté avec stupéfaction et indignation que dans votre liaison référée N°300 DU Mercredi 18 Juillet 2018 de votre journal le Monde d'Aujourd'hui, vous avez intitulé un article : Société de Production d'eau minérale : La vie est-elle vraiment belle avec BELVIE ?

Vous avez présenté notre structure : la société BELVIE comme une société insalubre.

Vous avez également mis en doute la qualité de notre eau minérale, de nos jus NUVO et l'authenticité notre certification ISO 22000 HACCP.

Monsieur le Directeur de publication, nous vous faisons part ici de notre regret et de notre indignation, car nous avons toujours pensé que vous êtes une presse crédible et rigoureuse qui mène rigoureusement des enquêtes, procède aux recoupements avant toute diffusion d'information sensible. Mais non, nous constatons avec regrets qu'il n'en est rien. Et nous comprenons maintenant à suffisance

NDLR :

Sauf votre respect, Messieurs de la société Belvie !

Vous avez raison, mais juste quelque peu. Il est de votre devoir de défendre votre outil de production et même votre pain, pour certains parmi vous. C'est par respect pour nos lecteurs que nous avons décidé de prendre en compte votre soi-disant « droit de réponse ». En terme de droit de réponse, nous n'avons eu droit qu'à des divagations, des contrevérités comme lorsque vous affirmez : **« c'est parce que vous relayez de fausses informations que votre journal a régulièrement des démêlés avec la justice comme on a eu à la constater »**. Vous parlez sans doute d'un autre journal, pas du notre, puisque nous ne sommes pas en connaissance des « poursuites judiciaires » que vous évoquez. Du reste, vous-même auriez

pu vous lancer dans cette aventure et vous rendre compte qu'il n'y aura rien au bout du compte. Nous informons et nous le faisons en toute responsabilité. Que votre activité soit l'objet d'un article de presse n'a rien de surprenant encore moins de dramatique. De plus, le tout n'est pas de collectionner des certifications, de les brandir à la première occasion, encore faudrait-il tenir toutes les promesses de bien faire. Gardez vos conseils et autres remarques dont certaines sont à la limite de l'injure. Nous allons nous en arrêter à ces premières remarques, en attendant de suivre vos nombreux agissements, comme le recours infructueux à plusieurs confrères de la place pour tenter de nous répondre. Enfin, si la vie devient belle sur « bel vie », nous sommes surs et certains d'y avoir contribué. Bonne lecture !

que c'est parce que vous préférez relayer de fausses informations que votre journal a régulièrement des démêlés avec la justice comme on a eu à le constater.

À travers le présent droit de réponse, nous vous fournissons une copie de notre certification ISO 22000 HACCP, notre certificat de salubrité de Janvier et Mai 2018, notre attestation de salubrité du local délivrée par la Direction de l'hygiène publique et de l'éducation pour la santé/ Police sanitaire et les résultats d'analyse de l'eau minérale BELVIE ainsi que nos certificats de conformité, de procédé, de fabrication d'eau minérale. Aussi nous vous fournissons le rapport d'audit du laboratoire Quali Contrôl sur notre usine de production d'eau minérale BELVIE et notre certificat de conformité environnemental délivré par le ministère de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable. Enfin nous vous invitons à visiter notre usine de production pour vous permettre d'avoir un jugement moins minimaliste et sans effort.

Pour finir, comme vous fait obligation la loi, nous exigeons la publication intégrale de notre droit de réponse et nos certificats et vous invitons à avoir l'honnêteté intellectuelle de dire à vos lecteurs que vous avez menti.

DIRECTEUR GENERAL
BELVIE HEALTHCARE S.A.
BP 10041 NIAMEY - NIGER

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S
E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication
Arouna Yacouba
94.95.75.33

Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur les presses de la G.I.N